



## PEACEBUILDING FUND

<b>Project Title:</b> Promotion de l'Education Civique et de la Culture de la Paix	<b>Recipient UN Organization:</b> UNESCO/GUINEE
<b>Project Contact:</b> Point Focal UNESCO/Guinée Telephone: 224- 62 32 85 91 BP: 222- PNUD Conakry /Guinée E-mail: <a href="mailto:m.diallo@unesco.org">m.diallo@unesco.org</a>	<b>Implementing Partner(s):</b> Ministère Enseignement Pré-Univ.Techn.Prof.et Educ.Civique ( D.N.Educ Civique, INRAP) et l'ONG APIG.
<b>Project Number:</b> To be completed by UNDP MDTF Office	<b>Project Location:</b> Conakry
<b>Project Description:</b> Ce projet a pour objectif général la consolidation de la paix et le renforcement de l'unité nationale à travers une transition apaisée. -Informer, sensibiliser, éduquer à la paix et à la citoyenneté la jeunesse scolaire et non scolaire y compris militaire, par le biais de clubs de la paix scolaires d'émissions radiophoniques et de formations diverses -Installer et rendre fonctionnelles les Alliances pour la Paix dans les huit régions du pays qui doivent couvrir les garnisons militaires des régions concernées. Former à la pratique citoyenne (meilleure connaissance des règles/ principes des élections); -Encourager et aider les citoyens(nes) à se procurer les pièces d'état civil et la carte nationale d'identité, en vue de participer pleinement à la vie démocratique du pays. De façon spécifique le projet vise à : 1-Contribuer au changement de mentalités en vue de l'adoption de comportements responsables 2-Amener les citoyens à s'impliquer activement dans la vie civique et plus particulièrement dans le processus électoral 3-Apprendre à protéger les biens publics et privés 4-Contribuer au maintien de la paix et au renforcement de l'unité nationale. 5-Favoriser une meilleure connaissance des règles et principes des élections	<b>Total Project Cost: \$349.922</b> <b>Peacebuilding Fund: \$349.922</b> <b>Government Input:</b> <b>Other:</b> <b>Total: \$349.922</b> <b>Project Start Date and Duration:</b> 12 mois
<b>PBF Priority Area(s) and Outcomes:</b> Priority Area 2. Promote coexistence and peaceful conflict resolution ; outcome 5. (National reconciliation processes that promote culture of inclusion and peaceful resolution of conflicts are strengthened and the most urgent human rights legacies of the conflict addressed, including responsible media).	



<b>Senior UN Representative</b> <i>Name of Senior UN Representative</i> Anthony Ohemeng-Boamah, Représentant Résident du PNUD Coordonnateur Résident du SNU <i>Signature</i> Title: RCa.i Date & Seal	<b>Government Counterpart</b> <i>Name of Government Counterpart</i> M. Amadou Lélouma Diallo <i>Signature</i> Title: Ministre Enseignement Pré-Universitaire et Education Civique. (MEPU-EC) Date & Seal
<b>Recipient UN Organization(s)</b> UNESCO	<b>National Implementing Partner(s)</b>
<i>Name of Representative</i> Juma Shabani Directeur Bureau Multi-pays UNESCO Bamako <i>Signature</i> Name of Agency: UNESCO Date & Seal	<i>Signature</i> Name of Institution: MEPUTP-EC Date & Seal
<i>Name of Representative</i> <i>Signature</i> Name of Agency Date & Seal	Name of Head of Partner <i>Signature</i> Name of Institution Date & Seal
<b>Peacebuilding Support Office (PBSO)</b> Judy Cheng-Hopkins Assistant-Secretary General for Peacebuilding Support Date & Seal	

### **COMPONENT 1: Situation Analysis**

La Guinée est un pays miné depuis une décennie par une mauvaise gouvernance économique et politique chronique qui avait fini par saper la confiance des populations et éloigner les partenaires au développement. Il en a résulté des tensions sociales qui ont ébranlé les fondements de l'état avec deux grèves nationales déclenchées en janvier et février 2007 suivies de l'imposition de l'état de siège et qui se sont soldées par plus d'une centaine de morts, de nombreux blessés graves et de dégâts matériels très importants.

La paix est revenue suite à un accord politique de sortie de crise impliquant la nomination d'un Premier Ministre de consensus et le renouvellement de toute l'équipe gouvernementale. Sa priorité est le maintien de la paix et de la stabilité nationale d'où l'option prise par ces nouvelles autorités de rappeler aux populations, toutes couches confondues les notions de civisme et les moyens pacifiques de résolution de conflits en vue d'éviter que cette violence ne se reproduise.

Mais l'on retiendra également que la sortie de crise en Guinée aura été obtenue par de longues et difficiles négociations dans lesquelles les institutions républicaines, les syndicats, les organisations patronales et la CEDEAO se sont impliquées. C'est une expérience très importante de restauration de la paix par le dialogue

C'est dans ce contexte que le 23 décembre intervient la mort du Président Lansana Conté, et la prise du pouvoir aussitôt par une junta militaire dénommée CNDD qui dissout le Gouvernement en place, et les principales institutions dont l'Assemblée Nationale.

Le nouveau pouvoir qui obtient d'emblée l'adhésion des populations, et des forces vives constituées des partis politiques, des syndicats et de la société civile en général ouvre une période de transition, et promet d'assainir le pays de lutter contre le trafic de drogue et la gabegie, d'organiser des élections crédibles et de restaurer la démocratie dans un délai de



deux ans, ramené par la suite à un an.

A l'extérieur le nouveau pouvoir est condamné et privé de l'aide au développement de certains de ses partenaires, sommé qu'il est de restaurer la légalité constitutionnelle par des élections justes et acceptées. Il convient de rappeler que la Guinée, depuis l'avènement de la démocratie n'a jamais réussi des élections justes et crédibles, et l'institution de recours pour les contentieux électoraux n'a jamais joué son rôle. Les partis politiques se sont toujours plaints du comportement partisan des cadres de l'administration et la CENI reste encore en proie à des difficultés d'ordre politique, logistique et financier..

Ce sont là des facteurs internes et externes assez peu favorables qui rendent cette transition porteuse de risques graves de rupture du fragile équilibre laborieusement rétabli après la crise de 2006 – 2007.

#### COMPONENT 2: Narrative Section: Project justification

Le présent projet se fonde sur les inquiétudes partagées d'une menace d'implosion de la Guinée à tout moment. Les causes sont liées à l'incapacité de l'état à jouer son rôle et à fournir aux citoyens les services de base, mais aussi à la persistance des effets pervers de la mal gouvernance généralisée et de pratiques de corruption.

La crise de confiance vis-à-vis des services de sécurité et de la justice est telle qu'au cours du second trimestre l'année 2009 dans les préfectures de Guéckédou, de Kissidougou, de Mandiana de Siguiri et de Gaoual les populations sont allées extraire de prison et exécuter des présumés coupables de meurtre ou de trafic de personne, en attente de jugement.

Cette crise de confiance vis-à-vis des services de sécurité s'est aggravée suite aux événements du 28 Septembre 2009 au cours desquels les forces militaires et sécuritaires ont ouvert le feu sur des manifestants civils et des leaders de l'opposition réunis à l'intérieur du stade de Conakry tuant de nombreux manifestants, blessant près d'un millier de personnes. Une mission internationale d'enquête s'est rendue en Guinée pour clarifier les responsabilités concernant ces massacres. C'est dans ce contexte qu'est survenue la tentative d'assassinat du président Dadis le 3 Décembre 2009. Depuis l'évacuation médicale de ce dernier, le pays traverse une situation de vide de pouvoirs et de rivalités au sein de l'armée. Les négociations de Ouagadougou sont mises en veilleuse, et les forces prévoient des grèves et de mouvements de désobéissance civile d'envergure très prochainement, la tension est palpable et le pire est à craindre.

Cependant, le discours du président intérimaire de la junte au lendemain de la visite qu'il vient d'effectuer au Maroc au début du mois Janvier 2010, pour s'enquérir de l'état de santé de Moussa Dadis Camara, augure des perspectives heureuses pour une transition courte et un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Désormais la junte est favorable à la désignation d'un Premier Ministre issu de l'opposition et d'un Gouvernement d'union nationale qui va aussitôt fixer la date élections législatives et présidentielles.

Une autre cause de la menace d'implosion actuelle de la Guinée tient aux reports successifs de la transition et des échéances électorales avec une exacerbation possible des appétits politiques adossés sur des replis identitaires qui ont commencé à voir le jour.

Surtout que les populations en majorité rurales et analphabètes connaissent très peu leurs



droits et leurs devoirs. Cette situation d'illettrisme et d'ignorance des lois, empêche ces populations de jouer pleinement leur rôle de citoyens et limite leurs capacités de prise en charge

C'est pourquoi, il est important de mettre sur pied, un programme de renforcement de la citoyenneté à tous les niveaux, pour une reconversion des mentalités en vue de l'adoption de comportements responsables à travers une véritable culture de la paix qui demande à être promue.

S'agissant des femmes, leur information et leur mobilisation pour la paix sont cruciales pour traverser les moments critiques de cette transition, car il est établi que leur influence peut être déterminante dans le maintien ou la restauration d'un climat de paix

Il est donc primordial de faire quelque chose, pour mobiliser les guinéens autour de la paix. Cette mobilisation devra utiliser des canaux adaptés et valoriser les expériences, les ressources et les traditions orales encore vivaces ici.

C'est ce qui justifie entre autres le choix porté sur un programme IEC qui s'appuiera sur l'utilisation combinée du théâtre et de la radio. Par ailleurs la constitution de coalitions pour la paix met ensemble des acteurs crédibles qui ont une expérience en la matière et qui bénéficient de la confiance de la communauté.

Au plan légal, le Citoyen se distingue du non Citoyen par la possession des pièces d'état civil et de la carte nationale d'identité. Celles-ci légitiment la jouissance de tous les droits afférents à la citoyenneté, mais aussi à l'accomplissement des devoirs qu'elle implique. Cette nécessité n'est pas bien perçue en zones rurales, pour des raisons ci-après : le coût élevé des PEC/CNI, la peur des tracasseries administratives, la perte du temps, le nombre élevé des documents à fournir pour l'obtention de la CNI.

Ce projet vise à faciliter l'accès des citoyens et citoyennes aux pièces d'état civil et à la carte nationale d'identité, en les aidant ainsi, à mieux jouir de leurs droits et à exercer pleinement leur citoyenneté.

Cet exercice de la citoyenneté est un impératif majeur, surtout à la veille des élections nationales prochaines.

Le présent projet vient à point nommé car la Guinée entre de plein pied dans une année de transition caractérisée par de laborieuses négociations entre la junte et les acteurs politiques pour une sortie de crise et des élections qui se profilent à l'horizon qui exigent l'adoption d'attitudes et de comportements conséquents pour le renforcement de l'unité nationale et la culture de la paix.

Les activités du projet sont ventilées en trois produits dont les activités, actions et résultats attendus sont détaillés comme suit.

### **Produit1 : Formulation et mise en œuvre d'un programme d'information éducation-communication sur la culture de la paix, et les droits humains**

#### **a. Implantation de clubs de la paix :**

- Actions* : installer et faire fonctionner 38 Clubs de la Paix équipés et dotés de supports et un animateur ou une animatrice formé seront des foyers d'animations culturelle dans les collèges et lycées sur l'éducation à la culture



de la paix et sur le processus électoral.

- *Résultats* : dans chaque préfecture, des foyers d'animations culturelle dans les collèges et lycées sur l'éducation à la culture de la paix fonctionnent. Ces clubs une fois rodés attirent et touchent les jeunes filles et garçons scolarisés et non scolarisés de leur sphère et développent à leur intention un programme d'éducation et de sensibilisation sur la citoyenneté et la paix et sur le processus électoral

#### b. "Scolympiades" de la paix et des droits humains"

##### □□ *Actions*

Organiser un programme d'animation radiophonique de 24 émissions de 30 mn avec les élèves de 9ème et 10ème A qui sera diffusé pendant 6 mois sous forme de jeu radiophonique à caractère compétitif entre les collèges de Conakry et ceux de Kindia, Labé, Kankan et N'Zérékoré.

Les matches seront des émissions publiques (à l'intérieur du pays) et enregistrés en studio à Conakry et diffusés par la Radio Scolaire. Le script de l'émission -match sera élaboré dans la perspective de promouvoir la culture de la paix et les droits humains et de fournir des apports notionnels par le biais de la notation des réponses et des commentaires de l'animateur. Il sera organisé lors des finales des cérémonies de remise de prix aux élèves lauréat ainsi qu'aux écoles qui auront obtenus les meilleurs résultats. Chaque équipe scolaire en compétition sera constituée obligatoirement de 2 filles et de 2 garçons

□□ *Résultats* : les émissions sont produites et diffusées, un engouement est crée par la compétition, des informations sur les droits humains sont vulgarisés, des comportements de paix et de tolérance sont promues, les lauréats reçoivent des prix. Ces manifestations fortement médiatisées seront des prétextes supplémentaires pour renforcer la sensibilisation sur la culture de la paix et les droits humains et sur le processus électoral. Parmi les lauréats prévoir des prix pour les filles

#### c. Série radiophonique d'éducation à la paix et de vulgarisation des droits humains

□□ *Actions* : produire une série radiophonique de huit épisodes basés sur le théâtre des séquences mettant en exergue les droits humains en situation réelle, l'exercice de ses droits leur défense et leur promotion. De façon transversale à travers des personnages hommes et femmes de ce feuilleton, les corps de défense et de sécurité seront sensibilisés et informés sur la culture de la paix.

□□ *Résultats* : le feuilleton bâti sur un corpus de connaissances, de comportements et d'attitudes jugées prioritaires à faire acquérir dans ce domaine est produit et diffusé par les Radios rurales locales. Il intégrera dans ces émissions les thèmes sur les activités et le fonctionnement des clubs de la paix et les relations avec la communauté.

#### d. Constitution des "Alliances pour la paix"

□□ *Actions* : organiser des Foras régionaux sur les stratégies de communication pour la construction et la préservation de la paix et le respect des droits humains sur la base de l'enquête appréciative et constituer une coalition dénommée Alliance pour la paix comprenant la Coordination des APEAE, le comité civilo-militaire pour la paix, les syndicats des enseignants les Associations des femmes, les notables, les leaders et communicateurs traditionnels et modernes, le Représentant de la jeunesse et l'autorité régionale. L'alliance va élaborer un plan d'action en faveur de la prévention des conflits et la prise d'initiatives locales dans ce



sens en fonction des événements et situations potentiellement porteurs de conflits.

□□ *Résultats* : les alliances sont constituées, leur plan d'action approuvé et financé, un suivi de l'exécution est engagé

**.Produit 2 : Formation des jeunes, des femmes et des adultes (électorat des partis politiques) à la pratique citoyenne**

□□ **1 Actions :**

Choisir des formateurs et formatrices, 24 à raison de 3 par région administrative et la zone de conakry. La Guinée compte 7 régions administratives et la zone spéciale de Conakry

- Identifier des modules ;
- Concevoir et élaborer des modules ;
- Reproduire des modules ;
- Organiser des ateliers régionaux

□ *Résultats* :

- les pratiques citoyennes sont connues et appliquées ;
- les jeunes, les femmes et les adultes sont formés au processus électoral, à la protection et à la gestion des biens publics et privés 400 à raison de 50 par région administrative et la zone de Conakry...
- les attitudes et les comportements sont améliorés ;
- les droits civils et politiques sont connus et matérialisés par des actions concrètes.
- L'unité nationale et la culture de la paix renforcées
- Les droits et devoirs sont connus, intégrés et appliqués...

**Produit 3 : Sensibilisation des populations sur le processus électoral, l'importance de l'état Civil, de la Carte Nationale d'Identité et suivi des campagnes de délivrance.**

□□ *Actions* :

- Prendre contact avec les autorités locales ;
- Former des animateurs des animatrices
- Produire des outils de sensibilisation ;
- Déployer des animateurs et des animatrices;
  - Séances de sensibilisation ; 40
  - Emissions radiophoniques ; 16 dans les radio rurales des 4 capitales régionales.
- Opération de saisie et de délivrance des PEC/CNI
- Suivi accompagnement par les Superviseurs ;
- Suivi évaluation par la Coordination ;

□□ *Résultats* :

Les autorités locales des 16 préfectures rencontrées sont largement informées des objectifs de ce Projet. Elles adhèrent à l'idée du Projet et accordent des facilités d'exécution ;

Les 96 animateurs des localités sont habilités à réaliser des séances de sensibilisation de vulgarisation des textes de lois auprès des populations rurales ;

Les Radios Rurales sont mises à contribution pour appuyer les activités de sensibilisation des citoyens et citoyennes ;

Des équipes mixtes (Animateurs, animatrices, Agents de Police et INFONET) ont effectué des opérations d'établissement de la CNI sur le terrain ;

Au moins 10.000 CNI sont délivrées aux citoyens et citoyennes

**COMPOSANTE 3: Cadre Logique**

Objectifs	Indicateurs mesurables	Moyens de verification	Hypothèses critiques
<p><b><u>Objectif de Development</u></b></p> <p>Maintenir la paix et la cohésion nationale en Guinée</p>	<p>Une guerre civile ou une rébellion n'éclatent pas.</p> <p>Le processus électoral se déroule sans incidents violents</p> <p>Les jeunes ne font pas de manifestations violentes</p> <p>La transition quelque soit sa durée est vécue dans le calme</p>	<p>Les médias et les observateurs ne rapportent pas de violences graves ni de destructions de biens publics et/ou privés</p> <p>Les Alliances pour la paix produisent des rapports et des actes posés pour la paix</p>	<p>Les partenaires interrompent le financement du projet.</p> <p>La mise en œuvre retardée de la transition et la qualité de la transparence des dispositions qu'elle adoptera.</p> <p>La mauvaise gestion des événements du 28 septembre et du 3 Décembre 2009.</p>
<p><b><u>Objectifs Immédiats</u></b></p> <p>Promouvoir le civisme la culture de la paix pendant la transition</p>	<p>Un programme IEC est mis en œuvre ;</p> <p>Des programmes de formation sont mis en œuvre ;</p> <p>Les femmes sont sensibilisées et participent aux élections</p>	<p>Supports utilisés</p> <p>Plans de diffusion des émissions</p> <p>Rapports des sessions formation</p> <p>Supports de formation utilisés</p> <p>Rapports des foras</p> <p>Plans d'action des alliances</p> <p>Rapports des alliances</p>	
<p><b>Produit 1:</b></p> <p><b>Formulation et mise en œuvre d'un programme d'information – éducation-communication sur la culture de la paix, et les droits humains</b></p>	<p>Nombre d'écoles participantes au programme d'animation SCOLYMPIADES</p> <p>Nombre de clubs de la paix installés, équipés et fonctionnels</p> <p>La série radiophonique est réalisée et diffusée</p>	<p>Supports d'animation</p> <p>Emissions produites</p> <p>Rapports de formation des animateurs des clubs</p> <p>Rapports d'activités des clubs</p> <p>Rapports d'activités des clubs</p>	<p>Les équipements des clubs sont détournés</p>

	Les antennes pour la paix sont installées et outillées		
<b>Produit 2</b> <b>Formation des jeunes, des femmes et des adultes (électorat des partis politiques) à la pratique citoyenne, avant, pendant et après les élections</b>	Nombre de sessions de formation  Nombre de personnes formées	Rapports des sessions de formation  Supports de formation	Les services de sécurité manquent de matériel pour confectionner des pièces d'état civil
<b>Produit 3</b> <b>Sensibilisation des populations sur le processus électoral, l'importance de l'état Civil, de la Carte Nationale d'Identité et le suivi des campagnes de délivrance.</b>	Une campagne de sensibilisation est organisée  Nombre de femmes ayant délivré leurs pièces suite à la campagne	Supports de sensibilisation  Rapports au niveau des préfectures et des services de délivrance.	



## COMPSANTE4: BUDGET

Category	Item	Number of Items	Unit Cost	Total Cost
<b>1. Personnel</b> (staff and consultants)	0			
<b>2. Contracts</b> (commercial, grants, professional services)	Subventions Alliances	9	1000 US	9 000
	Fournitures lot des prix	8	950	7 600
	Contrats de diffusion	13	600	7 800
	Couverture médiatique	8	200	1 600
	Production de la série	12	1650	19 800
	Reproduction boîte à image	30	95	2850
				<b>48 650</b>
<b>3. Training</b>	Ateliers de formation	8	14800	118400
	Foras régionaux	8	7 250	58 000
	Ateliers de formation des animateurs	5	7450	37 250
	sensibilisation	1	8160	8 160
				<b>221 810</b>
<b>4. Transport</b>	Missions de contact	2	2130	4260
	Missions de suivi	3	2650	7950
	Transport matériel clubs	38	60	2280
				<b>14490</b>
<b>5. Supplies and commodities</b>	Consommables, articles informatique, papier, audio			7500
<b>6. Equipment</b>	Equipement des clubs	38	370	14060
	Unite sono	38	320	12 160
	Unite vidéo	38	220	8 360
	Générateurs			<b>34 580</b>
<b>7. Travel</b>				
<b>8. Miscellaneous</b>				
<b>Sub-total</b>				<b>327030</b>
<b>9. Agency Management Support**</b>				<b>22892</b>
<b>TOTAL BUDGET</b>			<b>USD</b>	<b>349922</b>

<b>PBF PROJECT BUDGET (Standard Format)</b>	
<b>CATEGORIES</b>	<b>AMOUNT</b>
1. Supplies, commodities, equipment and transport	<b>42,080</b>
2. Personnel (staff, consultants and travel)	<b>14,490</b>
3. Training of counterparts	<b>221,810</b>
4. Contracts	<b>48,650</b>
5. Other direct costs	
<b>Sub-Total Project Costs</b>	<b>327,030</b>
Indirect Support Costs**	<b>22,892</b>
<b>TOTAL</b>	<b>349,922</b>

### **COMPOSANTE 5: Arrangements de gestion**

Le présent projet sera sous la supervision du Bureau sous régional UNESCO de Bamako.

La gestion quotidienne du projet sera assurée par le Point Focal UNESCO en Guinée en partenariat avec le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire Technique Professionnel et de l'Education Civique, à travers la Direction Nationale de l'Education Civique( DNEC), l'Institut National de Recherche et d'Action Pédagogique( l'INRAP), l'ONG Association d'Appui aux Initiatives Communautaires(ADIG)

Il ne mettra pas en place de structure de gestion spécifique. Une longue tradition de partenariat opérationnel existe déjà avec les entités ci-dessus dont les capacités de gestion ont été prouvées.

La Direction Nationale de l'Education Civique est chargée de concevoir et appliquer la Politique Nationale en matière d'Education Civique et d'en assurer le suivi et l'évaluation ; de mettre en place et coordonner les programmes et projets permettant la systématisation de l'Education Civique en milieu éducatif formel et non formel et dans la communauté.

L'Institut National de Recherche et d'Action Pédagogique est chargé de l'élaboration des programmes et supports d'enseignement, de la recherche, de l'introduction des innovations éducatives. Il abrite une radio scolaire et est fortement impliqué dans la promotion de la bonne gouvernance citoyenne et des droits humains

L'Association d'Appui aux Initiatives Communautaires(ADIG) est une ONG nationale dont les principaux domaines d'intervention sont l'Education Civique, l'alphabétisation fonctionnelle et l'édification d'infrastructures socio économiques et le Développement rural.

Ces structures ont une bonne expérience de conduite de projets en collaboration avec l'UNESCO, l'UNICEF, l'USAID, le FNUAP, le PNUD...



Les autorisations de paiement sont envoyées par le Bureau UNESCO de Bamako au Bureau du PNUD conformément aux contrats élaborés avec la contre partie nationale que sont la DNEC, l'INRAP et l'ONG ADIC

#### **COMPOSANTE 6: Suivi Evaluation**

L'évaluation se fera à travers de rapports trimestriels et rapports d'achèvement de chacun des produits.

Le suivi évaluation sera intégré dans le système de suivi évaluation de l'UNDAF 2007-2011.

Le projet contribuera à la mise en place du système de suivi-évaluation pour l'ensemble du Plan d'actions prioritaires en Guinée.

#### **COMPOSANTE 7: Analyse des risques et hypothèses**

Le non aboutissement des négociations en cours entre la junte et les acteurs politiques pourrait provoquer des blocages préjudiciables au bon déroulement des activités du projet

La détérioration de la situation économique et financière pourrait avoir des répercussions sur la mise en œuvre du projet.

La désignation d'un Premier Ministre issu de l'opposition et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale suite au récent discours du président intérimaire de la junte, pourraient détendre la situation politique et permettre au projet de mener à bien ses activités.